

Il y a quelques années encore, dans l'imaginaire de la plupart des citoyens occidentaux, l'aide alimentaire se déployait surtout dans des pays lointains au bénéfice de populations touchées par des guerres ou des catastrophes naturelles. Elle était distribuée sous forme de gros sacs à partir de camions pris d'assaut par des foules affamées. Chez nous, elle ne concernait qu'une minorité de gens : des marginaux, des sans domiciles fixes, des « paumés »...

Aujourd'hui l'aide alimentaire, en pleine augmentation, se normalise pour une part de plus en plus importante de la population : ce qui montre à quel point notre population se paupérise. L'aide alimentaire met le doigt là où ça fait mal. Elle pointe la responsabilité de l'Etat et l'échec de ses mécanismes d'inclusion sociale.

Le désengagement de l'Etat est patent dans le domaine de la précarité alimentaire comme dans d'autres domaines liés à la sécurité de l'existence. L'aide alimentaire arrive souvent en tout dernier recours, quand la personne est passée à travers les mailles du filet d'un emploi convenable, d'une sécurité sociale solide et même d'une aide sociale suffisante. Quand l'Etat n'assume plus la responsabilité d'être le dernier filet de sécurité via les mécanismes d'aide sociale, il en arrive à compter sur le secteur associatif et sur l'offre d'aide alimentaire, en grande partie privée, bénévole, peu reconnue et peu couteuse.

L'augmentation des demandes d'aide alimentaire signalée par de nombreuses organisations¹ pose dès lors des questions fondamentales sur le modèle de société que nous construisons pour demain et sur la part que l'Etat doit y prendre pour garantir une place digne à chacun.

¹. Voir à ce sujet : Fédération belge des banques alimentaires, « Rapport annuel 2014 » ; « La fréquentation des Restos du Coeur augmente de 20% par an », *Le Vif*, 16/12/2013.

Prologue

Du côté associatif, l'attitude qui prévaut face à cette situation est un certain pragmatisme désenchanté : l'essor du secteur de l'aide alimentaire révolte et inquiète. Son utilité est indéniable mais il repose largement sur une énergie citoyenne intense et se voit obligé de fonctionner avec des moyens ridicules face à l'ampleur de la tâche.

Le renforcement du système de protection sociale est bien entendu la seule manière de garantir que l'urgence sociale ne devienne pas structurelle. En attendant, il convient de questionner la manière dont l'aide alimentaire est mise en œuvre et de doter les organisations concernées des moyens dont elles ont besoin pour produire un travail de qualité : ce dossier propose quelques éclairages et réflexions.

***L'aide alimentaire met le doigt là où ça fait mal.
Elle pointe la responsabilité de l'Etat et l'échec de
ses mécanismes d'inclusion sociale.***